

**TRÉSORERIES** ■ La CGT dénonce la réduction des horaires creusois

## Les guichets fermeront plus tôt

**La Direction générale des Finances publiques a décidé de réduire les horaires d'ouverture des trésoreries. En Creuse, ces réductions d'horaires devraient s'appliquer à partir du 1er juillet.**

Comme prévu, la question de la réduction des horaires d'ouverture des guichets des trésoreries a été évoquée mercredi dernier lors du comité technique local qui s'est tenu à Guéret.

Les organisations syndicales ont obtenu confirmation de ce qu'elles craignaient depuis longtemps. D'ici à quelques mois, les sites de Guéret et d'Aubusson devraient bel et bien fermer leurs portes le mardi après-midi et le vendredi après-midi. L'amplitude d'ouverture hebdomadaire passerait ainsi de 30 à 25 heures.

Tous les autres sites du département seraient fermés tous les après-midi. L'amplitude hebdomadaire passerait ainsi de 27 h 30 à 16-17 heures soit 10 heures 30 de moins.

### Préconisation nationale

Il ne s'agit que d'une préconisation nationale mais en aucun cas, une obligation. Le directeur départemental de la Creuse envisagerait cette mise en œuvre au 1er juillet 2015. Pour la direction générale des finances publiques (DGFIP), il s'agit d'une évolution nécessaire correspondant aux nouvelles attentes et besoins des usagers. Pour les syndicats, dont la CGT, FO et Solidaires, il s'agit, au contraire, « d'un aveu d'impuissance pour nos services. Cela touchera obligatoirement les administrés des communes

concernées et cette fermeture de guichets ne se traduira pas par une meilleure qualité de travail ni même par une meilleure résolution des dossiers. » Selon ces mêmes organisations syndicales, et dans nombre de départements où la réforme s'applique déjà, « cela a entraîné un accroissement des flux d'accueil en J + 1. Au-delà, il s'agit d'un paradoxe car les guichets des trésoreries sont de plus en plus fréquentés et les appels téléphoniques toujours plus nombreux. » Du côté de la DGFIP, on justifie la mesure par une fréquentation nettement en baisse, de nombreux usagers ayant pris le virage d'Internet. Une concertation est annoncée avec les élus locaux, le projet préparé avec la préfecture devant être validé par le préfet. ■

Christophe Belhomme

LA MONTAGNE 20-2-2015